

Aff N°: 000000321433800001

N° chrono: 8

Date: 11/09/18

## **PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

### **CONSTRUCTION RESTAURANT SCOLAIRE ET SALLE MOTRICITE (TRVX VRD COMPRIS) CARIGNAN DE BORDEAUX (33)**

#### **MAITRE D'OUVRAGE**

MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX  
24 RUE DE VERDUN  
BP 48  
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX



**apave**

mission de confiance

**Maître d'ouvrage délégué**

MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX  
24 RUE DE VERDUN  
BP 48  
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX  
France

**Architecte**

BREL ARCHITECTURE  
41 Ulysse Gayon  
33000 BORDEAUX  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE SUDEUROPE SAS - GIRONDE-  
DORDOGNE  
MAUHOURLAT DENIS  
AVENUE GAY LUSSAC  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

**PHASE DE REALISATION**

APAVE SUDEUROPE SAS - GIRONDE-  
DORDOGNE  
MAUHOURLAT DENIS  
AVENUE GAY LUSSAC  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	11/09/18	PGC établi : Après remise des offres des entreprises et avant démarrage du chantier	8

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### **Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :**

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT	8
<b>3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>9</b>
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	9
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	22
<b>4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>26</b>
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	26
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	27
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	28
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	30
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	31
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	33
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	34
<b>5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>41</b>
5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	41
<b>6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</b>	<b>44</b>

6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	44
6.2. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	44
<b>7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>45</b>
7.1. ORGANISATION DES SECOURS	45
<b>8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>46</b>
8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	46
<b>9. ANNEXES</b>	<b>48</b>
9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	48
9.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	52
9.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	52
9.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	52
9.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	52
9.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	52

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

CONSTRUCTION RESTAURANT SCOLAIRE ET SALLE MOTRICITE (TRVX VRD COMPRIS) - CARIGNAN DE BORDEAUX (33)

**Descriptif de l'opération :**

Le projet concerne la construction du restaurant scolaire, d'une cuisine et d'une salle de motricité sur l'école maternelle de CARIGNAN.

Le bâtiment sera crée en prolongement de l'école maternelle du petit bois.

La salle motricité vient en connexion directe avec l'école.

Un sas permettra aux élèves de la maternelle d'accéder sans passer par l'extérieur au restaurant scolaire.

**Calendrier :**

Date début des travaux : 31/08/2018

Durée totale des travaux : 9 Mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Durant toutes les phases de travaux, le chantier sera maintenu clos et indépendant de l'école.

Les approvisionnements et évacuations se feront hors horaires d'ouvertures et de fermetures de l'école.

Toutes les protections seront mises pour assurer la sécurité des élèves, des familles et du personnel enseignant et de l'exploitation.

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 20

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Servitudes particulières

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

### 2.1. MISSION CONTRACTUALISEE TARDIVEMENT

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
145	<p><b>DISPOSITIONS PARTICULIERES A PRENDRE - MISE A NIVEAU DES MESURES DE COORDINATION SPS</b></p> <p><b>Dispositions à prendre par le maître d'ouvrage</b></p> <p><u>Contractualisation du PGC</u></p> <p>La mission de coordination SPS étant postérieure à l'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), le Plan Général de Coordination SPS (PGC) n'était pas joint au DCE.</p> <p>Veuillez nous indiquer la position du maître d'ouvrage quant à la contractualisation des mesures de coordination mentionnées dans le Plan Général de Coordination.</p> <p>Pour mémoire, nous nous permettons de vous rappeler les termes de l'article R.4532-44 du code du travail :</p> <p><b>"Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. ...."</b></p> <p>Afin d'assurer une bonne mise en oeuvre de la coordination SPS sur votre chantier, nous vous conseillons de rendre contractuelles les mesures de coordination mentionnées dans le PGC remis aux entreprises avec lesquelles vous avez signé un marché.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



### 3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

#### 3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
107	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Tous interv. Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
89	<p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
24	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>	Tous interv.		Durée chantier
17	<p><b>Informations des salariés</b></p> <p><b>Dès l'entrée sur le chantier</b>, le personnel sera systématiquement <b>informé</b> par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses <b>obligations en matière de protections individuelles et collectives</b> (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Tous interv.		Durée chantier
3	<p><b>Liste nominative des intervenants</b></p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Tous interv.		Durée chantier

99	<b>Identification des entreprises</b> Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Tous interv.	Durée chantier
19	<b>Utilisation du personnel intérimaire</b> Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Toutes entrep.	Durée chantier
140	<b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b> La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes : <b>A la charge du prestataire de service</b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier. <b>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</b> : - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.	Toutes entrep.	Durée chantier
38	<b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b> Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseuses de filets, monteuses d'échafaudage, etc.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

64	<b>Fournisseurs - Livreurs</b> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant des maîtrises ou de l'entreprise est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p>			
47	<b>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</b> <p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'œuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS.</p>	Tous interv.		Durée chantier
34	<u>Calendrier des visites - Horaires - Itinéraires - Encadrement - Consignes</u> <p>Indiquer au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le calendrier et les horaires de chaque visite ainsi que l'itinéraire envisagé.</p>	Tous interv.		Avant visite
136	<u>Consignes de sécurité à l'attention des intervenants sur le chantier</u> <p>Chaque entreprise présente dans les zones concernées par la visite cessera le travail pendant la durée de la visite. Interdiction de survol de la grue pendant la visite. La reprise du travail se fera sur ordre des chefs de chantier en liaison avec l'organisateur de la visite.</p>	Toutes entrep.		Pendant durée de la visite
69	<b>Déclaration de sous-traitants</b> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise prendra rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
5	<b>Travail le dimanche et les jours fériés</b> <p>Toute entreprise qui souhaite travailler le dimanche ou un jour férié y compris ceux relevant du « droit local » doit en faire la demande sur papier libre à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation et ce suffisamment à l'avance. Transmettre une copie de la réponse à la Maîtrise d'Ouvrage et au coordonnateur SPS.</p>	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

115	<b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b> <b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b> Mise en oeuvre et maintien par le lot Gros oeuvre durant tout le chantier. Le lot VRD mettra le fléchage nécessaire durant son intervention	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier
-----	---	--	--	----------------

### 3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
23	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Gros oeuvre - Démolition		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
109	<b>Organisation générale</b> Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.	GROS OEUVRE		Durée chantier
53	<u>Projet de plan d'installation de chantier</u> Préciser sur un plan d'installation de chantier : Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones d'implantation des grues à tour. Les zones de mise à poste des grues automotrices. Les zones interdites au survol de charges. Les zones de stockage par type de matériaux. Les zones réservées aux magasins et ateliers. Les zones de préfabrication. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, etc.).	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Ph. préparation

<b>CLOTURE DE CHANTIER</b>				
86	<b>Caractéristiques générales</b> Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...). de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture. <b>Le titulaire du lot gros oeuvre mettra en oeuvre les clôtures périphériques avant l'intervention du lot VRD</b>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD Toutes entrep.	Ph. préparation
111	<b>Fermetures des clôtures</b> Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...). <b>Panneau de chantier</b> Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
137	<b>Entretien des clôtures</b> Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...	GROS OEUVRE		Ph. préparation
93				Durée chantier
<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b>				
123	<b>Branchements provisoires</b> Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement le plus proche. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages.			Ph. préparation

56	<p><u>Electricité</u></p> <p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier. Elle sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.</p> <p>Les entreprises communiqueront rapidement au lot gros oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour)</li> <li>4. Un coffret en pied de chaque bâtiment</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p>	ELECTRICITE			Durée chantier
1	<p><u>Eau</u></p> <p>Réaliser un réseau d'alimentation en eau depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à proximité de chaque bâtiment ou de chaque ouvrage.</p> <p>Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et hors gel.</p> <p>1 point d'eau en pied de bâtiment,</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE		Durée chantier
122	<p><u>Distribution d'eau potable</u></p> <p>Le réseau d'eau potable alimentera les locaux destinés aux salariés situés dans le cantonnement et ceux répartis dans les différentes zones du chantier.</p> <p>Dans le cas d'un réseau d'alimentation d'eau non potable, des bouteilles d'eau ou des fontaines à eau, seront mises à la disposition des salariés.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE		Durée chantier
65	<p><u>Absence de réseau E.U.</u></p> <p>Dès la mise à disposition du réseau EU, les sanitaires seront raccordés sur le réseau EU.</p> <p>En l'absence de réseau EU, il sera mis en oeuvre une fosse étanche.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE		Durée chantier
177	<p><b>Evacuation des eaux pluviales</b></p> <p>Le lot concerné mettra en place des descentes provisoires d'évacuation des eaux pluviales.</p> <p>Elles seront mises avant intervention des entreprises intervenant en façade</p>	COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE	COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
10	<p><b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b></p> <p>Prolonger la voie d'accès au chantier par d'autres voies permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés ainsi qu'aux ouvrages,</li> <li>• aux véhicules et engins de livraison d'accéder aux aires de stockage, de préfabrication et de stationnement.</li> </ul>	GROS OEUVRE			Durée chantier



61	<u>Voies praticables, drainées et éclairées</u> Les voies de circulation intérieures au chantier seront conçues et réalisées pour accepter tout type de trafic et être constamment praticables quelles que soient la saison et les conditions météorologiques. Elles seront drainées.	TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier
	<b>Aires de chantier</b> <u>Stockage, magasins</u> Il sera réalisé une aire afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels. Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.			
55	<u>Aire de nettoyage des toupies béton</u> Réaliser et entretenir autant que de besoin un dispositif pour le nettoyage des toupies constitué d'une fosse garnie d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géo-textile.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Ph. préparation
146	<u>Surlargeur de la plateforme pour équipements de travail autour de l'ouvrage</u> La plate forme de l'ouvrage aura une surlargeur de 2.50 ML pour permettre la circulation et la mise en station des matériels d'élévation de personnes ( P.E.M.P.) nécessaires aux différents travaux de façade, de couverture ou d'approvisionnement du chantier. Elle permet également la pose d'échafaudage fixe ou roulant. Elle sera maintenue en son état initial pendant la durée du chantier.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
78	La plate forme de l'ouvrage aura une surlargeur de 2.50 ML pour permettre la circulation et la mise en station des matériels d'élévation de personnes ( P.E.M.P.) nécessaires aux différents travaux de façade, de couverture ou d'approvisionnement du chantier. Elle permet également la pose d'échafaudage fixe ou roulant. Elle sera maintenue en son état initial pendant la durée du chantier.	TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE	Durée chantier
<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b>				
	<b>Branchements</b> <u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u> La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche</li> <li>• Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé.</li> <li>• Ils seront suspendus ou sur pieds.</li> <li>• Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 ml du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</li> </ul>			
76	<u>Eclairage des circulations</u> Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
80	Les câbles d'alimentation des éclairages seront positionnés et fixés en hauteur. En aucun cas ils ne devront circuler au sol dans une circulation horizontale ou verticale.	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier

139	<u>Eclairage des postes de travail</u> L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.	Toutes entrep.		Durée chantier
147	<u>Eau : réseau intérieur y compris évacuation</u> A partir des points de raccordement laissés en attente à 2 m du bâtiment mettre en place des points de puisage avec robinet à nez fileté et un réceptacle à raison d'un point de puisage par niveau et par cage d'escalier. La distance entre deux points de puisage sera inférieure à 40 m. Installer un surpresseur provisoire si nécessaire.	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE SANITAIRE	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE SANITAIRE	Durée chantier
130	<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b> Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
141	<b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.			Durée chantier
95	<u>Vestiaires</u> Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Durée chantier
29	<u>Réfectoire</u> Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Durée chantier
59	<b>Installations communes d'hygiène</b> Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Durée chantier
68	<u>Sanitaires</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
128	<u>Lavabos</u> Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail).	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier



58	<b>Salle de réunion</b> Installer et mettre à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
4	<b>Cantonnement mobile (chantier linéaire, T.P., VRD...)</b> Les installations fixes (article R.4534-139 du Code du travail) ne pouvant être installées compte tenu de la nature du chantier, il sera mis en place des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet pour permettre aux travailleurs de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et si possible de douches (article R.4534-140 du Code du Travail). <b>Evolution de la zone de cantonnement en cours de chantier</b> Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier. Les installations <b>évolueront</b> en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS). <b>Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.).</b> Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS. Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention. Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport afférents. En tout état de cause, les conditions d'hygiène ne devront pas changer à savoir : - sols et murs lessivables - éclairage naturel et artificiel pour le réfectoire - éclairage artificiel (minimum) et équipements identiques à ceux décrits ci-dessus pour le vestiaire. - équipements du réfectoire identiques à ceux décrits ci-dessus. <b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b> L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement . <b>Fourniture des consommables</b> Le titulaire du lot concerné mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.). Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.	TERRASSEMEI - VRD	TERRASSEMEI - VRD	Durée intervention
40	Pour le dimensionnement des installations du cantonnement il sera tenu compte de l'évolution des effectifs présents sur le chantier. Les installations <b>évolueront</b> en fonction de l'effectif (décision prise en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, l'OPC et le coordonnateur SPS). <b>Le déplacement du cantonnement pourra être nécessaire en fonction du phasage des différentes opérations (évolution dans le temps, travaux d'aménagements extérieurs etc.).</b> Le positionnement exact sera défini d'un commun accord entre le Maître d'Oeuvre, l'OPC et le coordonnateur SPS. Le ou les plans d'installations devront être approuvés avant toute intervention. Le titulaire du lot sera chargé de son exécution y compris les frais de transport afférents. En tout état de cause, les conditions d'hygiène ne devront pas changer à savoir : - sols et murs lessivables - éclairage naturel et artificiel pour le réfectoire - éclairage artificiel (minimum) et équipements identiques à ceux décrits ci-dessus pour le vestiaire. - équipements du réfectoire identiques à ceux décrits ci-dessus.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
37	<b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b> L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<b>Fourniture des consommables</b> Le titulaire du lot concerné mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.). Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
132	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> <b>Nettoyage des zones d'intervention</b> Chaque entreprise aura la charge d'évacuer quotidiennement ses gravats jusqu'à la benne à déchet mise à disposition par le lot gros oeuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

20	<b>Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier</b> Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs. L'entreprise du lot VRD durant son intervention, l'entreprise du lot gros oeuvre au départ du lot VRD et pour toute la durée du chantier assurera les entretiens et exécutera les nettoyages des voies d'accès et de circulation de chantier dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'OPC, du Coordonnateur SPS	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier
100	<b>Nettoyage de la voirie extérieure au chantier</b> L'entretien de la voie publique sera à la charge du lot VRD durant sa présence sur le chantier. Au départ de ce lot, cet entretien sera réalisée par le lot gros oeuvre. Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier

### 3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
83	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> <b>Rapport de sol</b> Le rapport de sol est joint au dossier de consultation des entreprises. Les entreprises intervenantes prendront en compte les conclusions, en particulier les recommandations relatives à la nature des sols, aux pentes de talutage à respecter, au type de fondation pour les engins et ouvrages et toutes les préconisations en matière de tenue des terres.	Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Ph. préparation
77	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b> <b>D.T.</b> Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> . Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé. Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux	Maître d'ouvrage		Ph. préparation
72	<b>Plan de recolement</b> Le Maître d'ouvrage fournira à l'entreprise tous les plans de recolement des différents réseaux en sa possession. IL veillera à la bonne transmission des documents	Maître d'ouvrage		Avant interv.des entreprises

142	<u>Investigations complémentaires</u> Entreprendre des investigations complémentaires sur les réseaux "sensibles" qui ont été classés avec une précision insuffisante (B ou C), pour les ramener dans la classe de précision « A » . Joindre <u>les nouveaux plans au DCE</u> . Dans le cas où le MOA ne souhaite pas mener lui même les investigations complémentaires, prévoir dans le cahier des charges les clauses techniques et financières particulières permettant aux entreprises de prendre les précautions nécessaires lors des travaux à proximité immédiate de ces réseaux.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Durée chantier
14	<b>D.I.C.T.</b> Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a> , afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux. Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants. Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise. Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.	Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Avant interv.
133	<u>Absence de plans de recolement</u> L'entreprise assurera la localisation des réseaux enterrés métalliques et non métalliques par marquage au sol ou géo référencement à l'aide d'un GEO RADAR ou tout autre procédure permettant de réaliser un repérage précis. <ul style="list-style-type: none"> <li>Détection et positionnement des réseaux enterrés</li> <li>Détection des canalisations en métal</li> <li>Détection des canalisations en PE</li> <li>Détection des cavités</li> <li>Recherche et positionnement de câbles enterrés</li> <li>Localisez les canalisations enterrées pour minimiser le risque de contact pendant les excavations, les tranchées ou les opérations de forage.</li> </ul>	Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
143	<u>Investigations complémentaires</u> Les investigations complémentaires n'ont pas été réalisées par le maître d'ouvrage. Celles-ci devront être réalisées en phase préparation des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant l'obtention des informations consécutives à ces investigations complémentaires.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier
144	<u>Marquage - piquetage</u> Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage - piquetage de l'ensemble des réseaux.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
2	<b>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</b> Les 4 domaines de tension sont : <u>Pour l'alternatif :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>TBT &lt; à 50 Volts</li> <li>BT entre 50 V et 1 000 Volts</li> <li>HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts</li> <li>HTB &gt; 50 000 Volts</li> </ul> <u>Pour le continu :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>TBT &lt; à 120 Volts</li> <li>BT entre 120 V et 1 500 Volts</li> <li>HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts</li> <li>HTB &gt; 75 000 Volts</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier


15	<b>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</b> Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>DLI</b> : distance limite d'investigation (établie à 50 m)</li> <li>• <b>DLVS</b> : distance limite de voisinage simple (3 m &lt; à 50 000 volts - 5 m &gt; 50 000 Volts)</li> <li>• <b>DLVR</b>: distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension)</li> <li>• <b>DMA</b> : distance minimale d'approche ( en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir)</li> <li>• <b>DLAP</b> : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation)</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
118	<b>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</b> Zone <b>0</b> (DLI) : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque. Zone <b>1</b> (DLVS) : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone Zone <b>2</b> (DLVR) : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT Zone <b>3</b> (DMA) : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension Zone <b>4</b> (DMA) : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)	Toutes entrep.		Durée chantier
49	<b>RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informera auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. <b>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>5 m</b> pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>• <b>1,50 m</b> pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul> <b>Demande de mise hors tension</b>	Entrep. concernée		Durée chantier
134	Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : <b>durée à préciser en fonction du planning prévisionnel</b> et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).	Entrep. concernée		Avant interv.

48	<b>Mise hors tension refusée par l'exploitant</b> Si l'exploitant, qui, pour une raison jugée impérieuse, refuse la mise hors tension de la ligne, de la canalisation ou de l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux sont prévus, fera connaître sa décision par écrit. Il sera alors impératif de mettre en place des mesures de prévention compensatrices en concertation et en accord avec l'exploitant, en application des articles R.4534-118 à R. 4534-125 du code du travail : respect des distances de sécurité, choix des itinéraires de circulation, mise en place de gabarit, signalisation, repérage et balisage des canalisations électriques enterrées, présence d'un surveillant de travaux compétent, consignes écrites de l'employeur, et toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
28	<b>RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</b> Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.	Entrep. concernée		Avant interv.
90	<b>Demande de mise hors tension</b> Demander à l'exploitant du réseau de mettre la mise hors tension de ce réseau au niveau du chantier pour une durée de : <b>durée à préciser en fonction du planning prévisionnel</b> et de délivrer "l'attestation de mise hors tension" conformément aux dispositions du code du travail. (R.4534-111 à R. 4534-116).	Entrep. concernée		Avant interv.
26	<b>Mise hors tension acceptée par l'exploitant</b> Lorsque la mise hors tension est acceptée par l'exploitant du réseau, les travaux seront réalisés sous couvert d'une attestation de mise hors tension délivrée par l'exploitant, conformément aux dispositions des articles <b>R.4534-111 à R. 4534-116</b> du Code du Travail.	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
50	<b>Mise hors tension refusée par l'exploitant</b> Si l'exploitant, pour une raison qu'il juge impérieuse, refuse la mise hors tension de la ligne, la canalisation ou l'installation électrique au voisinage de laquelle les travaux sont prévus, il fera connaître sa décision par écrit. Il sera alors impératif de mettre en place des mesures de prévention compensatrices en concertation et en accord avec l'exploitant, en application des articles R.4534-118 à R.4534-125 du code du travail : respect des distances de sécurité, choix d'itinéraires de circulation, mise en place de gabarit, signalisation, repérage et balisage des canalisations électriques enterrées, présence d'un surveillant de travaux compétent, obstacles fixés, isolement des conducteurs par recouvrement, consignes écrites de l'employeur, et toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
175	<b>RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES</b> En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée		Durée chantier

CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER				
	<b>Circulation routière</b>			
129	Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	Toutes entrep.		Durée chantier
	<u>Signalisation du personnel</u>			
149	Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant.	Entrep. concernée		Durée chantier
	<u>Signalisation des engins</u>			
150	Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires	Entrep. concernée		Durée chantier
	<u>Signalisation du chantier</u>			
151	Mettre en place une signalisation du chantier conforme aux dispositions du code de la route et des instructions interministérielles sur la signalisation routière et approuvée par le gestionnaire de la voirie. A charge du lot VRD durant son intervention et au lot gros oeuvre au départ du VRD jusqu'à la fin du chantier	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier

### 3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS



N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
30	<p><b>AMIANTE</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</b></li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulation d'amiante (Travaux sous section 3) ;</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ;</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et <b>la cohérence des repérages réalisés par rapport aux travaux</b> ;</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ;</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ;</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux ;</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4)</li> <li>• former ses salariés ;</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrément des opérations ;</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux ;</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> </ul> <p><b>Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires</b></p> <p><u>Attention</u> : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale, ou repérage avant travaux, lié aux travaux envisagés au titre de la présente opération).</p> <p>Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, sciage, carottage, battage, enlèvement d'enrobé de chaussée, etc... .</p>			Durée chantier
148	<p> <b>Attention</b> : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale, ou repérage avant travaux, lié aux travaux envisagés au titre de la présente opération).</p> <p>Dans l'attente des investigations complémentaires et de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, sciage, carottage, battage, enlèvement d'enrobé de chaussée, etc... .</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

102	<p><b>AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES</b></p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque les enrobés renferment des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et/ou des HAP :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effectuer un diagnostic historique de la chaussée (utilisation du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux) et en cas de doute effectuer des prélèvements par carottage et analyses HAP éventuelles.</li> <li>• communiquer tous les documents relatifs aux prélèvements effectués et analyses HAP au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS.</li> <li>• choisir des entreprises certifiées pour les différents types de travaux à effectuer (travaux sous section 3).</li> <li>• récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA).</li> </ul> <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifier la bonne transmission des documents « amiante et/ou HAP » aux entreprises, et la cohérence des prélèvements et analyses réalisés par rapport aux travaux.</li> <li>• notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux sous section 3).</li> <li>• tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (travaux sous section 4).</li> <li>• interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres.</li> </ul> <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• s'assurer de l'exhaustivité des prélèvements et analyses HAP avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux.</li> <li>• élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de retrait (travaux sous section 3), ou des modes opératoires (interventions sous section 4).</li> <li>• former ses salariés.</li> <li>• évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations.</li> <li>• respecter les règles techniques liées à ses travaux.</li> <li>• conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art.</li> </ul>			Durée chantier
63	<p><b>INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILITE</b></p> <p>Le maître d'ouvrage est tenu, de procéder à un diagnostic de la solidité et de la stabilité des existants et notamment des planchers, des murs porteurs, des murs de clôture, etc., dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels (PGP), Le Maître d'Ouvrage transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS le résultat de ces diagnostics. Les solutions techniques proposées, par les entreprises, afin de stabiliser, de conforter, les existants, seront validées par la maîtrise d'œuvre.</p>			Avant interv.
71	<p><b>Diagnostic solidité, stabilité</b></p> <p>Aucun diagnostic transmis au CSPS par le Maître d'ouvrage. Faire réaliser ces diagnostics dans les ouvrages avant début des travaux et transmettre au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS, les rapports. Aucun démarrage de travaux ne pourra intervenir avant obtention des informations relatives à la solidité et la stabilité des ouvrages</p>	Maître d'ouvrage		Avant interv.



121	<b>Ouvrages necessitant d'éventuels travaux de confortement</b> Faire réaliser un diagnostic solidité des ouvrages dont la solidité est douteuse, de ceux devant être particulièrement sollicités durant la réalisation des travaux, de ceux faisant office de protection collective, contre les chutes notamment, de ceux devant supporter les sollicitations engendrées par des dispositifs de protections individuelles ou collectives. Prévoir le renforcement des ouvrages ne présentant pas des garanties de solidité suffisante.	Entrep. concernée GROS OEUVRE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
84	<b>Eléments instables</b> Débarrasser les existants de tous les éléments de construction non scellés ou présentant un risque de chute.	Entrep. concernée GROS OEUVRE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

### 4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
45	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.		
176	<b>Plan de circulation</b> Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment :</u> le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera <b>soumis, pour avis</b> au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
44	<b>Conditions de circulation</b> Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier : respecter les limitations de vitesse imposées : <b>30 Km/h</b> maximum respecter la signalisation respecter les interdictions (passage, charges limites, stationnement, etc.) respecter les priorités respecter les distances minimum de sécurité respecter le code de la route ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet circuler godet ou lame baissée (si l'engin en est muni) ne pas circuler benne levée circuler feux de croisement allumés ne pas circuler au point mort	Toutes entrep.		Durée chantier
36	<b>Interférences</b> <u>Avec les piétons</u> Prévoir des voies de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules. Mise en place et entretien à charge du lot gros oeuvre durant sa présence sur le chantier. A charge des entreprises présentes sur le chantier au départ du lot gros oeuvre.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Durée chantier

108	<b>Sortie des véhicules du chantier</b> Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier. En cas de salissure de la voie publique provenant des engins et véhicules de chantier, le nettoyage sera demandé à une entreprise spécialisée et mis à la charge de l'entreprise défaillante.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
178	Mettre en place et entretenir un déboureur de chantier. Il sera placé avant la sortie du chantier. Il sera réalisé avant les travaux de VRD	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
32	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> <b>Fouilles - Tranchées</b> Mettre en place et entretenir des <b>passerelles de franchissement</b> des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde -corps sur toute leur longueur.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier
152	<b>Toiture terrasse</b> Les déplacements en toiture se feront <b>dès que les protections collectives provisoires seront installées</b> , à l'avancement, pendant toute la durée du chantier par le lot Gros OEuvre, puis par le lot Etanchéité. Ces équipements seront conservés pour les lots techniques et <b>jusqu'à la réception des travaux en toiture, par le Maître d'oeuvre</b> , ses bureaux d'études associés ainsi que le Contrôleur technique. En aucun cas les contraintes d'étanchéité des rives (pose des couvertines) ne devront interférer dans le maintien de ces protections collectives.	COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE GROS OEUVRE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
153	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b> <b>Escaliers provisoires - Tours escaliers</b> Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.	GROS OEUVRE	Maître d'oeuvre	Durée chantier

#### 4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
117	<b>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</b> Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au <b>levage de charges</b> doivent être utilisés de manière à <b>garantir</b> leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Les installations, équipements et engins de levages seront réputés <b>conformes</b> aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront pouvoir <b>justifier</b> à tout moment de ces conformités. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des <b>autorisations de conduite</b> correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment. Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.	Toutes entrep.		Durée chantier
13	<b>Interférence de grues</b> Rechercher en priorité une implantation des grues garantissant une utilisation sans interférence. En cas d'impossibilité, faire équiper chaque grue d'un dispositif de gestion des interférences. Faire tester et contrôler ce dispositif par une personne compétente. Lorsque plusieurs grues sont nécessaires simultanément pour lever une charge, une procédure sera établie et jointe au PPSPS de l'entreprise commanditaire.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE GROS OEUVRE		Avt arriv. Ent
135	<b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b> Afin de limiter les risques de <b>troubles musculo-squelettiques</b> , des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être <b>formés</b> à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont <b>obligation</b> de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront <b>détaillées</b> par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.	Toutes entrep.		Durée chantier
43	<b>Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</b> Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle, grues etc.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE GROS OEUVRE Toutes entrep.		Durée chantier
7	<b>Conditionnement des matériaux et matériels</b> Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus	Toutes entrep.		Durée chantier

#### 4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
101	<b>APPROVISIONNEMENTS</b> Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux : - La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches - Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... - Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.	Toutes entrep.		Durée chantier
31	<b>Livraisons - Approvisionnements</b> Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison.	Toutes entrep.		Durée chantier
105	<b>STOCKAGES</b> Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile). Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit. Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.	Toutes entrep.		Durée chantier
131	<b>Stockage des éléments préfabriqués lourds extérieur</b> Les systèmes de <b>stabilisation</b> ou <b>calage</b> utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE GROS OEUVRE Toutes entrep.		Durée chantier
16	<b>Stockage de bobines et tourets</b> Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

#### 4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b>			
41	Les déchets doivent être <b>stockés</b> hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.			
	<b>Mise en oeuvre et gestion des bennes à gravats pour toutes les entreprises</b>			
87	Le lot gros oeuvre aura la responsabilité de la mise en oeuvre des bennes à gravats pour toutes les entreprises, la gestion des rotations. Les frais de rotation seront imputés au compte prorata	GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b>			
	<b>Déchets industriels banals (DIB)</b>			
91	Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...) - papiers, cartons (propres et pliés), - bois, - polystyrènes, plastiques, - métaux	GROS OEUVRE	Compte prorata	Durée chantier
	<b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b>			
25	Faire évacuer et remplacer les bennes avant tout risque de débordement. Durant les opérations de changement et déchargement de benne, interdire l'accès à la zone de manœuvre.		GROS OEUVRE	Durée chantier
	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b>			
119	Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>Déchets contaminés</b>			
96	Les procédures seront établies après analyse des risques, suivant le type de contamination détecté. Ces procédures devront être mentionnées dans le PPSPS.	Entrep. concernée		Durée chantier

#### 4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b> De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Entrep. concernée		Durée chantier
125	<b>Maintenance des protections collectives</b> Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
112	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</b> L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux. L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation. Le danger sera signalé par tout moyen efficace. Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée du chantier



6	<p><b>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</b></p> <p>Les accès <b>temporaires</b> qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui <b>constate</b> une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
154	<p><b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b></p> <p><b>Surveillance et maintenance de l'installation électrique</b></p> <p>Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)</p> <p><u>Périodicité des actions de surveillance et maintenance</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
155	<p>La <b>surveillance</b> des installations électriques aura lieu une fois par semaine et comprendra le contrôle des points lumineux, des coffrets de chantier, du balisage et blocs de secours.</p> <p>Mettre en place et tenir à disposition de l'ensemble des entreprises du chantier, un registre d'observations leur permettant de consigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les constats de pannes, défauts etc.</li> <li>- les demandes de modification, de transformation des installations électriques (coffrets, éclairage etc.)</li> </ul>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
81	<p><b>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</b></p> <p>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant sa mise en service ;</li> <li>- à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ;</li> <li>- avant l'arrivée des corps d'état secondaires</li> <li>- périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an.</li> </ul> <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
74	<p><b>Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique</b></p> <p>Ne brancher que du matériel électrique en <b>bon état</b> sur les armoires et coffrets de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.</li> <li>- Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites.</li> <li>- Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)</li> </ul>		Toutes entrep.	Durée chantier
42	<p><u>Armoires, coffrets, prolongateurs</u></p> <p>Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques.</p>		Toutes entrep.	Durée chantier



114	<p><u>Panne, anomalie, défectuosité</u></p> <p>Il est <b>interdit d'intervenir</b> sur l'installation électrique de chantier si l'on n'est pas titulaire d'une habilitation délivrée par son supérieur hiérarchique et désigné pour cela. En cas de panne, d'anomalie, de défectuosité, les personnels habilités et désignés par l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance de l'installation électrique sont seuls habilités à intervenir. L'utilisateur qui constate une panne, anomalie, ou défectuosité dans le fonctionnement de l'installation électrique, doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique et l'entreprise chargée de la surveillance et la maintenance.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
-----	---	----------------	--	----------------

#### 4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
75	<p><b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b></p> <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un <b>même</b> équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dus aux montages et démontages successifs des équipements. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les <b>règles d'organisation</b> indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
110	<p><b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b></p> <p><b>Utilisation de la grue</b></p> <p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de mise à disposition - la durée du prêt</li> <li>- les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>- les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>- les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>- tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier

#### 4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b></p> <p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
33	<p><b>Projection de matières</b></p> <p>Lorsque des travaux présentant des risques de projection sont accomplis sur un chantier, mettre en œuvre des systèmes anti-projection.</p> <p>A défaut d'écrans protecteurs, délimiter et signaler convenablement les zones dangereuses.</p> <p>Porter obligatoirement des lunettes de sûreté pour tous travaux sur des matériaux durs susceptibles de produire des éclats.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier

97	<b>Travaux par point chaud</b> Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation. Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées.	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE SANITAIRE COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Entrep. concernée		Durée chantier
18	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b> La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
104	<b>Mises à jour du planning</b> Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité et des mesures complémentaires éventuelle de prévention.	Maître d'oeuvre		Durée chantier
70	<b>Interventions simultanées</b> Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEME - VRD		Durée chantier
60	<u>Travaux superposés</u> Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.	Maître d'oeuvre		Durée chantier
22	<b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de <b>protection individuels</b> devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la <b>vérification</b> du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Tous interv.		Durée chantier

98	<b>Port des EPI lors de travaux particuliers</b> <u>Travaux routiers - Terrassements</u> <b>Port obligatoire:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du casque de chantier</li> <li>- des chaussures de sécurité</li> <li>- du casque antibruit (bouchons d'oreilles) à proximité des engins de chantier</li> <li>- d'une chasuble réfléchissante (orange ou jaune)</li> </ul>	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
138	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.	Entrep. concernée		Durée chantier
88	<b>Protections périphériques</b> Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps</li> <li>- Une main courante</li> <li>- Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être &gt;50cms</li> </ul> <p>Le lot gros oeuvre mettra en œuvre les protections collectives décrites ci-dessus jusqu'à la fin des interventions en toiture terrasse.</p> <p>Ces mesures seront maintenues par les lots Charpente bois, couverture, bardage, étanchéité pour leurs travaux spécifiques.</p> <p>La dépose des protections collectives en toiture terrasse (pose coiffe définitive) se fera à l'aide d'une PEMP ou d'un échafaudage par le lot concerné afin d'avoir des protections collectives.</p> <p>Dans le cas où les protections collectives ne seraient plus en place après le gros oeuvre, le lot charpente bois mettra les protections collectives pour son intervention.</p> <p>Le lot Couverture, bardage, étanchéité mettra les protections jusqu'à la fin des interventions en toiture terrasse.</p> <p>Le lot gros oeuvre veillera à étudier la mise en œuvre des protections collectives périphérique de telle sorte que celles-ci ne nécessitent pas de dépose par les autres corps d'état secondaires et permettent à ceux-ci d'intervenir en sous protection collective.</p>	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE  Entrep. concernée GROS OEUVRE		Durée chantier

66	<b>Protection collective en sous face - filets de recueil</b> Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS. Rappel des principales dispositions: - Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune. - Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie). - S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple). <b>Réception des filets de recueil</b> Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet <b>Conditions atmosphériques défavorables</b> Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Entrep. concernée		Durée chantier
124	<b>Réception des filets de recueil</b> Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Entrep. concernée		Durée chantier
73	<b>Conditions atmosphériques défavorables</b> Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.	Entrep. concernée		Durée chantier
103	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b> L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
79	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</b> Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs <b>doit être assurée</b> au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus <b>d'un mètre</b> ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur. <b>Dans ce cas :</b> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation.	Entrep. concernée		Durée chantier

127	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme <b>postes de travail</b> conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.		Durée chantier
85	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</b> <b>Réservations, gaines</b> Mettre en place des platelages fixés au sol sur les réservations.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
8	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b> La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une <b>autorisation de conduite</b> délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera <b>conforme</b> et à jour des contrôles réglementaires.	Toutes entrep.		Durée chantier
82	<b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b> Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle : - de terre rapportée sur la zone de ses travaux - de réseaux ou canalisations enterrés - des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille. Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.	Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
157	<b>Blindage</b> Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement.	TERRASSEMEI - VRD		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
158	<b>Talutage</b> Taluter les fouilles.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
159	<b>Moyens d'évacuation rapide</b> Mettre en place un moyen d'évacuation rapide permettant aux intervenants d'évacuer la fouille en cas de nécessité (échelle ou moyen équivalent)	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier



11	<b>Moyens de franchissement : piétons - Véhicules</b> Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.	GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
94	<b>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</b> Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation	Entrep. concernée GROS OEUVRE TERRASSEMEI - VRD		Durée chantier
116	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b> Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une <b>personne compétente</b> et par des travailleurs ayant reçu une <b>formation</b> à la sécurité spécifique. En conséquence, il est <b>formellement interdit</b> à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées.	CHARPENTE BOIS COUVERTURE BARDAGE, ETANCHEITE Entrep. concernée GROS OEUVRE		Durée chantier
57	<b>Préparation du sol</b> Le lot concerné effectuera le nivelage et le compactage du sol en périphérie des bâtiments afin de permettre le montage des échafaudages des corps d'état secondaires. La périphérie sera stabilisée sur une largeur de 2,50ML.	TERRASSEMEI - VRD	TERRASSEMEI - VRD	Avant interv.
156	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b> <b>Trémies</b> Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes...) Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies. Poser les châssis définitifs au plus tôt	GROS OEUVRE		Durée chantier
39	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.	Entrep. concernée		Durée chantier
120	<b>Port du casque</b> Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.	Tous interv.		Durée chantier

161	<b>UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE</b> Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <b><u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u></b> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Entrep. concernée GROS OEUVRE		Durée chantier
160	<b>Cas exceptionnel d'utilisation d'un moteur thermique à l'intérieur d'un espace mal ventilé</b> <b>Rappel de la règle de base : l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des locaux.</b> <b>Dans le cas exceptionnel où le respect de cette règle s'avérerait techniquement impossible</b> , l'entreprise mettra en œuvre les modes opératoires et mesures de prévention habituellement préconisés lors des travaux en espace confiné, qu'elle détaillera dans son PPSPS, en se référant aux mesures générales de prévention rappelées ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifier impérativement les travaux sans co-activité.</li> <li>• Evacuer les gaz d'échappement vers l'extérieur.</li> <li>• Mettre en place une ventilation mécanique propre à éliminer les gaz toxiques produits.</li> <li>• Mettre en place une détection permanente de gaz (CO, autres gaz selon la situation, le lieu d'intervention, etc...).</li> <li>• Former le personnel intervenant.</li> <li>• Prévoir un surveillant de travaux posté à l'extérieur des locaux.</li> <li>• Prévoir un moyen de communication entre intervenants et surveillant.</li> <li>• Etablir une consigne de travail écrite, expliquant le mode opératoire, ainsi que les dispositions pour porter secours en cas de besoin.</li> <li>• Respecter les procédures en vigueur imposées par l'exploitant des locaux, si elles existent.</li> </ul>	Entrep. concernée GROS OEUVRE		Durée chantier
162	<b>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</b> <b>Reprise en sous-oeuvre</b> Désigner une personne compétente chargée de contrôler la mise en oeuvre et le respect des mesures de prévention des risques liés aux reprises en sous- oeuvre. Mentionner les noms et qualité de cette personne dans le PPSPS.	GROS OEUVRE		Durée chantier
27	<b>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</b> Les travaux susceptibles de générer des risques de <b>maladies professionnelles</b> seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Entrep. concernée		Durée chantier



## 5. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 5.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
163	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b> Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.			Durée chantier
164	<b>Matérialisation des zones dangereuses</b> Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• panneaux attention DANGER de MORT</li> <li>• panneaux attention COURANT ELECTRIQUE</li> <li>• panneaux attention TREMIES</li> <li>• panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS</li> <li>• protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques.</li> </ul>	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE SANITAIRE ELECTRICITE Entrep. concernée GROS OEUVRE MENUISERIES INTERIEURES, AGENCEMENT PLATRERIE - PLAFONDS SUSPENDUS - PEINTURE REVETEMENT DE SOL - FAIENCE		Durée chantier

165	<b>Cloisonnement</b> Le titulaire du lot mettra en place avant le démarrage des travaux, des cloisons séparatives ou des protections provisoires nécessaires à garantir la sécurité des personnes et à respecter les règles de sécurité de l'établissement. Elles seront maintenues jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'états Ces travaux feront l'objet d'une réunion de travail avec le responsable de l'établissement et la Maîtrise d'Ouvrage pour définir : <ul style="list-style-type: none"> <li>le choix des matériaux,</li> <li>l'heure de mise en place ou dépose,</li> <li>le lieu exact,</li> <li>les modalités de travail dans les zones concernées,</li> <li>l'impact sur les réseaux</li> <li>etc...</li> </ul> Cloisons séparatives du type : <ul style="list-style-type: none"> <li>en placoplâtre</li> </ul> Protections provisoires du type : <ul style="list-style-type: none"> <li>film plastique ou carton sur le mobilier</li> <li>protection des sols (bois, moquettes ..)</li> <li>écran PVC lors des travaux de découpe</li> </ul>	PLATRERIE - PLAFONDS SUSPENDUS - PEINTURE		Durée chantier
166	<b>RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE</b> Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits. <ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail.</li> <li>Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier.</li> <li>Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières.</li> </ul>			Durée chantier
167	<b>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</b> La nature et la proximité des activités de l'établissement interfèrent avec le chantier ce qui implique de mettre en oeuvre certaines <b>mesures de prévention</b> . Après <b>concertation</b> avec le chef d'établissement, ces mesures pourront porter sur l'adaptation des matériels, des installations et des conditions d'intervention.	Toutes entrep.		Durée chantier
174	<b>Nuisances</b> Prendre les mesures nécessaires afin de réduire les nuisances sonores. Les interventions à fortes nuisances seront interdites pendant les heures de siestes des élèves. Les appareils, engins seront choisis pour leur qualité à faible émission de nuisances sonores. Il sera mis par les entreprises concernées en concertation avec la Maîtrise d'ouvrage, responsable d'exploitation et la Maîtrise d'oeuvre dans les zones à risque, des écrans acoustiques. Les travaux qui pourront être déplacés seront éloignés des zones à protéger.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
168	<b>Risques électriques</b> Les réseaux seront consignés par le Maître d'ouvrage avant intervention des entreprises			

169	<p><b>Asphyxie Anoxie</b></p> <p><u>Travaux en espace confiné</u></p> <p>Les mesures de prévention respecteront la R447. Les modes opératoires seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise concernée.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
-----	--	----------------------	----------------------	----------------

## 6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

### 6.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	<b>VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX</b> <b>Voie d'accès en un point du périmètre du chantier</b> La voie d'accès au chantier sera dimensionnée pour les véhicules d'approvisionnement nécessaires à l'opération. Sa structure et sa solidité seront appropriées à son utilisation. Elle sera drainée, praticable en toutes circonstances, éclairée et maintenue en état pendant la durée du chantier. Les flux piétons et véhicules seront distincts et séparés par un dispositif physique (séparateur plastique, béton, ...) de manière à garantir la sécurité des piétons.	TERRASSEMEI - VRD	TERRASSEMEI - VRD	Durée chantier

### 6.2. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
170	<b>VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX</b> <b>Rappel</b> des dispositions réglementaires à la charge du Maître d'ouvrage : avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants, le chantier doit disposer : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une desserte en voirie,</li> <li>d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité,</li> <li>d'une évacuation des matières usées.</li> </ul>	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
171	<b>Raccordement au réseau d'eau potable</b> Le raccordement au réseau d'eau potable sera réalisé de manière à permettre une alimentation suffisante de tous les points d'eau du cantonnement et des locaux destinés aux travailleurs. Il sera maintenu en l'état jusqu'à la réalisation du réseau définitif.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
172	<b>Raccordement au réseau électrique</b> L'amenée électrique en un point du chantier défini par la maîtrise d'oeuvre ( point de raccordement pour le chantier), permettra de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter l'ensemble des équipements et installations de chantier ainsi que ceux prévus pour la réalisation de l'ouvrage.	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
173	<b>Raccordement au réseau d'eaux usées</b> Le raccordement au réseau de rejet des effluents sera réalisé conformément aux règlements sanitaires en vigueur et sera maintenu en l'état jusqu'à la réalisation des réseaux définitifs.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier

## 7. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 7.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
113	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b> Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
9	<b>Numéros d'appel d'urgence - Cas général</b> N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> ou <b>112</b> à partir d'un téléphone fixe ou mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
62	<b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
126	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 8.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> <li>de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux.</li> <li>de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.</li> </ul>	Tous interv.	Tous interv.	Avt arriv. Ent
12	<b>MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS</b> Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, <b>sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel</b> . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent <b>en informer le coordonnateur SPS</b> . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur <a href="mailto:prenom.nom@apave.com">prenom.nom@apave.com</a> et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prenom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. <b>Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.</b>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
67	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, <b>établit avant l'inspection commune</b> , un projet de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Il est examiné lors de l'inspection commune et s'il fait l'objet de demande de modifications, celles -ci sont apportées par l'entreprise, sous un délai maximum d'une semaine. Le document mis à jour est communiqué au coordonnateur SPS, dans les 8 jours au format papier et format dématérialisé (PDF).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
92	<b>INSPECTION COMMUNE</b> Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.		Avant interv.

106	<b>Prise de rendez-vous</b> Les entreprises intervenantes, y compris les sous-traitants, prendront rendez-vous avec le CSPS pour réaliser la visite d'inspection commune sur site 2 semaines avant leur intervention.	Toutes entrep.		Avant interv.
54	<b>DOCUMENTS</b> <b>Documents relatifs au DIUO</b> Le DIUO est un dossier qui rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures normalement prévisibles. Les entreprises fourniront au CSPS les documents tels que plans, schémas, notices techniques, consignes, etc... nécessaires à sa constitution.	Toutes entrep.		Après interv.



## 9. ANNEXES

### 9.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 9.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX 24 RUE DE VERDUN BP 48 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX France		secretariat-grh@carignandebdx.fr
Maître d'ouvrage personne physique	MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX 24 RUE DE VERDUN BP 48 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX France	M. JAMET Jean f	secretariat-grh@carignandebdx.fr
Maître d'ouvrage délégué	MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX 24 RUE DE VERDUN BP 48 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX France	Mme BOUTROS-TONI	dgs@carignandebdx.fr
Architecte	BREL ARCHITECTURE 41 Ulysse Gayon 33000 BORDEAUX France		0535548358 agence@brel-architecture.fr
Bureaux d'étude	BETEM AQUITAINE 3 rue Nully de Harcourt BATIMENT 2 33600 PESSAC France		0557261280 0557261289
Contrôleur technique de construction	APAVE SUDEUROPE SAS ZI Avenue Gay Lussac 33370 ARTIGUES PR7S BORDEAUX France	M. SOULE Denis	0556773993 0627951888 0556773170 denis.soule@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE SUDEUROPE SAS - GIRONDE-DORDOGNE AVENUE GAY LUSSAC 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX France	M. MAUHOURAT DENIS	0556773177 0616085942 0556773170 denis.mauhourat@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE SUDEUROPE SAS - GIRONDE-DORDOGNE AVENUE GAY LUSSAC 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX France	M. MAUHOURAT DENIS	0556773177 0616085942 0556773170 denis.mauhourat@apave.com

### 9.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 118, cours du Maréchal Juin 33000 BORDEAUX France		aquit.uc.rbtb@direccte.gouv. fr
CRAM	CARSAT NOUVELLE AQUITAINE 80 Avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX CEDEX France		0556116400 0556395593
OPPBTP	OPPBTP AGENCE AQUITAINE Immeuble " Les bureaux du Tasta" 9 rue Raymond Manaud Bâtiment C 4.4 - 1er étage 33524 BRUGES CEDEX France		0556340349 0556344208 bordeaux@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 9.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 9.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 9.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	TERRASSEMENT - VRD	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE BOIS	<i>Non désigné</i>							
04	COUVERTURE, BARDAGE, ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
05	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES INTERIEURES, AGENCEMENT	<i>Non désigné</i>							
07	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE SANITAIRE	<i>Non désigné</i>							
08	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
09	PLATRERIE - PLAFONDS SUSPENDUS - PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
10	EQUIPEMENT DE CUISINE	<i>Non désigné</i>							
11	REVETEMENT DE SOL - FAIENCE	<i>Non désigné</i>							

## 9.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'ouvrage et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

## 9.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

**Attention** : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'ouvrage et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

## 9.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination..

## 9.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 9.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.